

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Commission Permanente du vendredi 22 novembre 2024

Membres en exercice : 26
Présents : 17
Procurator(s) : 6
Absent(s) : 3
Nombres de votants : 23
Votes pour : 23
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : jeudi 14 novembre 2024

DELIBERATION N°DL_CP2024_0266

Relative à l'Accompagnement, au suivi et à la prise en charge des étudiants et stagiaires de la formation professionnelle de Mayotte désirant poursuivre une formation au Québec et sa province

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-deux novembre, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Soibahadine NDAKA, Monsieur Ali OMAR, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Nadjima SAID, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Echati ISSA, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Farianti MDALLAH, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC, Madame Zaounaki SAINDOU

Conseillers départementaux représentés :

Madame Mariam SAID KALAME donne pouvoir à Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN donne pouvoir à Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Alain SARMENT donne pouvoir à Madame Hélène POLLOZEC, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI donne pouvoir à Monsieur Ali OMAR, Madame Laini ABDALLAH BOINA donne pouvoir à Monsieur Elyassir MANROUFOU, Madame Rosette VITTA donne pouvoir à Madame Bibi CHANFI

Conseillers départementaux absents :

Monsieur Madi Moussa VELOU, Monsieur Daniel ZAIDANI, Daoud SAINDOU MALIDE (a quitté la salle)

Secrétaire de séance désignée :

Madame Farianti M'DALLAH

Le Président constate que le quorum est atteint,

- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération n° DL_AP2021_0197 du 1^{er} juillet 2021 portant élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil général de Mayotte ;
Vu la délibération n° DL_AP2021_0203 du 19 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du conseil départemental données à sa commission permanente ;
Vu la délibération n°DL_AP2024_0019 du 09 avril 2024 relative à l'adoption du Budget Primitif 2024 du Conseil départemental de Mayotte ;

Considérant le rapport n°2373 de Monsieur le Président du Conseil départemental ;

Considérant l'avis de la commission Formation Professionnelle Éducation et Insertion date du 19 novembre 2024 ;

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,
Le Conseil Départemental,**

DECIDE

Article 1 : De prendre en charge les frais liés à la mobilité des stagiaires en formation professionnelle au Québec :

- versement d'une indemnité d'installation pour chaque bénéficiaire d'un montant de 800 €uros à verser en une seule fois pour toute la durée du séjour ;
- une rémunération mensuelle de 700€ permettant au stagiaire de faire face aux frais de déplacement, d'habillement de restauration et d'hébergement. Cette indemnité sera payée mensuellement sur leur compte bancaire ;
- prise en charge du transport A/R Dzaoudzi /Paris/Québec dans le cadre de leur parcours de formation ;
- prise en charge du transport Aller/Retour des stagiaires dans le cadre de leurs stages pratiques obligatoires en dehors du Québec (et ce à l'étranger en dehors du Canada) ;
- prise en charge d'un transport Aller/Retour d'inter séjour des stagiaires entre le Québec et Mayotte pendant la période de vacances qui devront être d'au moins un mois entre les étapes composant le parcours de formation (Ce trajet étant conditionnés à la validation complète de l'année de formation au titre de laquelle le billet est demandé - Un seul redoublement ou une réorientation étant autorisé(e) sur le même niveau d'études).

Article 2 : D'attribuer pour l'exécution de la présente délibération, **le statut de stagiaire de la formation professionnelle en situation de mobilité** aux résidents de Mayotte partant au Québec (Canada) pour poursuivre une formation professionnelle, des études techniques, professionnelles ou technologiques ;

Il s'agit de stagiaires résidents de Mayotte ayant satisfait aux conditions administratives de séjour au Québec et retenus par le même pays pour aller poursuivre un parcours d'études ou de formation sur place par la voie de la mobilité **(Sont éligibles uniquement les formations professionnelles, techniques ou technologiques) ;**

Article 3 : D'attribuer à l'**association « Mobilité Mayotte Québec »** une subvention annuelle de 85 000€ pour l'année 2025 et l'année 2026 ;

En contrepartie de la subvention, l'association « Mobilité Mayotte Québec » devra assurer les missions suivantes:

- la réalisation d'actions de sensibilisation des candidats des lycées de terminale à Mayotte des actions d'information et de communication auprès des jeunes, des associations, des parents et de tout candidat potentiel en lien avec les services du département ;
- la gestion et la mise en œuvre des démarches pour l'obtention des permis d'étude, des visas de séjour au Québec ;
- la coordination de la mobilité-transport entre Mayotte et le Québec en lien avec les services du Département et les structures d'accueil au Québec;
- la réalisation d'un programme d'aide à l'installation des jeunes à l'arrivée au Québec (accueil aéroport, logement, inscription à l'établissement de formation, démarches administratives obligatoires pour leur insertion sociale) ;

- le suivi des jeunes pendant leur parcours de formation ;
- le suivi post-formation et leur accompagnement à l'insertion professionnelle en emploi ;
- les bilans intermédiaires et annuels de chaque promotion auprès du Conseil Départemental de Mayotte ;
- la sélection des candidats en lien avec les services de la direction de la formation professionnelle.

Article 4 : D'imputer les dépenses correspondantes sur le chapitre 65 du budget du Conseil Départemental ;

Article 5 : D'autoriser le Président du Conseil départemental à signer tous les actes relatifs à la mise en œuvre de cette délibération ;

Article 6 : En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivant du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication et sa transmission au représentant de l'État dans le Département.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental


Ben Issa OUSSENI



CONVENTION N° XXX/CD/DAFPI/OBNL Mobilité Mayotte Québec

Relative à l'octroi d'une subvention à l'OBNL « Mobilité Mayotte Québec » pour l'accompagnement de stagiaires résidents de Mayotte en mobilité au Québec (CANADA)

ENTRE :

Le Département de Mayotte représenté par son Président, Monsieur Ben Issa OUSSENI

ET

L'Organisme à But Non Lucratif « Mobilité Mayotte Québec », représenté par son Président, Monsieur Abasse Twaial Harouna

- **Vu le code général des collectivités territoriales**
- **Vu les compétences du Conseil Départemental de Mayotte en matière de formation professionnelle, dans le cadre des lois,**
- **Vu la délibération DL-AP2021-0197 du 1er juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;**
- **Vu la délibération n°DL-AP202-0203 relative aux délégations d'attributions du Conseil départemental données à sa Commission Permanente ;**
- **Vu la délibération n°DL-AP2024-0019 du mardi 09 avril 2024 relative au Budget Primitif 2024 du Conseil départemental de Mayotte et du STM ;**
- **Vu la délibération N° 2024-xxxxx relative à l'Accompagnement, au suivi et à la prise en charge des étudiants et stagiaires de la formation professionnelle de Mayotte désirant poursuivre une formation au Québec et sa province**

IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

Préambule

Mayotte est le Département d'Outre-mer qui recense la plus importante mobilité formation (post Bac et formation professionnelle). Cette situation s'explique par un nombre insuffisant de structures de formations et un manque de diversités des domaines de formation présents sur le territoire.

Cette mobilité des mahorais s'exerce généralement en France métropolitaine et alors que nos compatriotes ultramarins explorent de nouveaux horizons internationaux.

A travers son Schéma régional de développement économique d'innovation et d'internationalisation (SRDEII), le Département de Mayotte a mis l'accent sur l'emploi, l'insertion professionnelle en fixant des orientations stratégiques qui permettront aux entreprises industrielles, artisanales, touristiques, commerciales d'évoluer et de se différencier dans la région voire à l'international.

La collectivité souhaite en ce sens encourager la formation de sa population pour favoriser la montée en charge d'une main d'œuvre qualifiée destinée aux marchés locaux, nationaux et internationaux en s'appuyant sur les compétences des partenaires situés en Métropole, dans les pays de l'Union européenne, dans les DOM, dans les pays relevant du bassin océanique de la zone océan Indien et à l'international.

Dans cet esprit collaboratif, et en tant que chef de fil de la formation professionnelle, le Conseil Départemental souhaite accompagner l'OBNL Mobilité Mayotte Québec pour l'information – la sensibilisation et l'accompagnement de stagiaires de la formation professionnelle et étudiants souhaitant effectuer des formations techniques de niveau supérieur qui se dérouleraient au Québec - Canada.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les relations (administrative, technique et financière) entre le Conseil Départemental de Mayotte dans le cadre de ses compétences en matière de formation professionnelle et l'OBNL Mobilité Mayotte Québec qui s'accordent pour organiser les actions d'accompagnement à Mayotte et au Québec au profit de résidents ayant un projet de mobilité vers le Québec

Au cours de leurs formations, les stagiaires mahorais seront sous statut de stagiaire de la formation professionnelle en mobilité.

La présente convention détermine aussi les modalités pratiques de la mise en œuvre de ce partenariat.

Article 2 : Missions génériques demandées à « Mobilité Mayotte Québec »

Le Conseil départemental attribue à l'OBNL « Mobilité Mayotte Québec » **une subvention annuelle de 85 000€ jusqu'en 2026** pour lui permettre de réaliser des actions d'accompagnement d'étudiants et de stagiaires de la formation professionnelle mahorais en situation de mobilité au Québec.

Il s'agit concrètement de permettre à l'organisme d'assurer :

- la réalisation d'actions de sensibilisation des candidats à Mayotte (forum, vidéo conférence...)
- à Mayotte, des actions d'information et de communication auprès des jeunes, des associations, des parents et de tout candidat potentiel en lien avec les services du département,
- la gestion et la mise en œuvre des démarches pour l'obtention des visas de séjour au Québec
- la coordination de la mobilité-transport entre Mayotte et le Québec en lien avec les services du conseil départemental et les structures d'accueil au Québec,

- la réalisation d'un programme d'aide à l'installation des jeunes (accueil aéroport, logement, inscription à l'établissement administratifs obligatoires pour leurs insertions sociales),
- le suivi des jeunes pendant leur parcours formation,
- le suivi post-formation et leur accompagnement à l'insertion professionnelle en emploi,
- les bilans intermédiaires et annuels de chaque promotion auprès du Conseil Départemental de Mayotte.

Article 3 : Les actions de sensibilisation et de promotion confiées à « Mobilité Mayotte Québec » :

- assurer le lien entre les besoins de Mayotte et la société québécoise sur les opportunités de développement des territoires,
- sensibiliser la société d'accueil sur l'apport des étudiants en région,
- informer les candidats et les futurs étudiants sur les opportunités d'étudier au Québec,
- accompagner les étudiants dans leur démarche d'installation et faciliter leur intégration au Québec,
- favoriser la venue d'étudiants mahorais dans les différentes régions du Québec identifiées pour les accueillir,
- assurer le suivi et l'évolution des étudiants en organisant la tournée des établissements d'accueil,
- promouvoir les opportunités d'étudier au Québec auprès de la population,
- soutenir et accompagner les étudiants mahorais pour monter leur projet de mobilité,
- assurer l'interface des partenaires à Mayotte et au Québec pour l'obtention d'un diplôme ou d'une expérience professionnelle,
- suivre leur insertion professionnelle et leur intégration sur marché de l'emploi mais aussi pour l'obtention du diplôme.

Afin de réaliser les missions contractualisées, OBNL Mobilité Mayotte Québec pourra prendre les dispositions qu'elle jugera utile et nécessaires et procéder aux conventionnements adéquats avec les partenaires identifiés en informant préalablement le Conseil Départemental qui devra donner son accord.

L'association s'engage également à :

- informer chaque bénéficiaire des conditions administratives et juridiques du déroulement de l'accompagnement dont il bénéficie et du rôle joué par la collectivité dans la concrétisation de leur projet mobilité,
- transmettre, expliquer et s'assurer que chaque bénéficiaire a lu et pris connaissance de l'objectif de son projet de mobilité, du règlement intérieur assigné par les Cégéps (écoles partenaires) ou les universités qui leur sera appliqué et des conditions d'assiduité de l'établissement,
- informer les stagiaires retenus des exigences et conditions juridiques de séjour en tant qu'étrangers séjournant sur le territoire d'accueil.

Article 4 : Engagement du Conseil Départemental de Mayotte

Le Conseil Départemental de Mayotte s'engage à prendre en charge :

- le statut de chaque bénéficiaire sous le statut de professionnelle en situation de mobilité à l'étranger,
- une indemnité d'installation de chaque bénéficiaire d'un montant de **800 €uros** à verser en une seule fois pour toute la durée du séjour,
- une rémunération mensuelle de **700€** permettant au stagiaire de faire face aux frais de déplacement, d'habillement de restauration et d'hébergement. Cette indemnité sera payée mensuellement sur son compte bancaire,
- le transport A/R Dzaoudzi /Paris/Québec dans le cadre de leur parcours de formation :
 1. le transport Aller/Retour des stagiaires dans le cadre de leurs stages pratiques en dehors du Québec (et ce à l'étranger en dehors du Canada)
 2. le transport Aller/Retour d'inter séjour des stagiaires entre le Québec et Mayotte pendant la période de vacances qui devront être d'au moins un mois entre les étapes composant le parcours de formation (Ce trajet étant conditionnés à la validation complète de l'année de formation au titre de laquelle le billet est demandé- Un seul redoublement ou une réorientation étant autorisé (e) sur le même niveau d'études).

Les autres frais seront pris en charge directement par le Département via la subvention versée à Mobilité Mayotte Québec :

- les frais pour l'accompagnement administratif et technique de chaque stagiaire,
- les frais inhérents à la communication qui sera réalisée pour promouvoir les actions,
- les frais nécessaires la réalisation du visa d'entrée au Canada (voyage et hébergement pour la réalisation du visa).

Article 5 : Statut et engagement des stagiaires

Les étudiants retenus pour bénéficier de cet accompagnement jouiront du statut **de stagiaires de la formation professionnelle en situation de mobilité** délivrée par le Conseil Départemental de Mayotte.

Le choix définitif des stagiaires qui pourront bénéficier de ce statut sera validé par le Conseil Départemental selon les modalités suivantes :

- une présélection des candidats sera réalisée par Mobilité Mayotte Québec en partenariat avec la Direction de l'apprentissage de la Formation Professionnelle et de l'Insertion du Conseil Départemental,
- le bénéficiaire devra être accepté par les CEGEP du Québec suite à l'accompagnement de l'OBNL qui sera réalisé de concert avec les partenaires compétents qui seront sollicités,
- le bénéficiaire du statut devra se soumettre à une charte d'accompagnement validé par le Conseil Départemental qui en confiera la gestion et le suivi à Mobilité Mayotte Québec.

En conséquence, le stagiaire s'engage à :

- suivre son parcours de formation de façon régulière conformément au règlement intérieur du centre de formation qui l'accueille,
- faire preuve d'autonomie et de maturité pour se restaurer à sa charge le soir, dans un lieu approprié et s'acquitter de tous les frais liés aux services rendus,

- fournir l'ensemble des pièces administratives nécessaires à ainsi qu'à la prise en charge de sa situation de stagiaire de dans le cadre de la mobilité,
- s'acquitter des frais d'immigration et de sessions nécessaires pour le séjour

Article 6 : Information du Conseil Départemental

Le prestataire s'engage à mettre à disposition du Conseil Départementale des données nominatives complètes (qualitatives et quantitatives) relevant de l'exécution de la présente convention.

En tant que de besoin, le Conseil Départemental peut également demander la transmission de ces mêmes données pour permettre à ses services de procéder aux éventuels ajustements financiers dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 7 : Publicité et communication médias des actions

A chaque fois qu'il doit faire une communication à travers la presse ou les médias, le **prestataire** s'engage à prendre préalablement une autorisation écrite du Conseil départemental qui donnera son avis et/ou se joindra à l'opération concernée.

En cas de réponse favorable du Conseil Départemental, l'organisme s'oblige à respecter les modalités de cet accord et à effectuer toutes les formalités de publicités relatives à la participation de la collectivité, dans le cadre des actions réalisées à travers l'exécution de la présente convention.

Article 8 : Montant de la subvention accordée par le Conseil Départemental de Mayotte

En contrepartie de la réalisation des actions prévues aux précédents articles, le Conseil Départemental de Mayotte attribue à Mobilité Mayotte Québec, pour cette convention qui couvre la période de sa date de signature au 31 décembre 2027, une contribution financière annuelle de **85 000 €**.

ARTICLE 9 : Modalités de paiement

Le paiement de la subvention sera effectué selon les modalités suivantes par année :

- ANNEE 2024-2025 paiement à la signature :

1. 1er versement de 85% soit 72 250 €
2. Solde de 15% à la fin des rentrées administratives de tous les stagiaires accompagnés et après production documents suivants :
 - * un bilan pédagogique final détaillé du déroulement de l'accompagnement réalisé (bilan quantitatif et qualitatif à présenter au plus tard le 28 février n+1)
 - * Un bilan financier retraçant les dépenses inhérentes aux différentes actions réalisées

- POUR LES AUTRES ANNEES JUSQU'AU 31/12/2026

1. 1er versement de 85% soit 72 250 € après réception des bilans de l'année n-1
2. Solde de 15% à la fin des rentrées administratives de tous les stagiaires accompagnés et après production documents suivants :
 - * un bilan pédagogique final détaillé du déroulement de l'accompagnement réalisé (bilan quantitatif et qualitatif à présenter au plus tard le 28 février n+1)

* Un bilan financier retraçant les dépenses inhérentes réalisées

ARTICLE 10 : Imputation

Le paiement de la dépense sera prélevé sur le chapitre 65 du budget du Conseil départemental de Mayotte

ARTICLE 11 : Compte bancaire du bénéficiaire

Le paiement sera effectué au profit de Mobilité Mayotte Québec sur son compte ouvert à :

FEDERATION DES CAISSES DESJARDINS DU QUEBEC 100, rue des Commandeurs Lévis (Québec)
Canada G6V 7N5 :

N°d'identification de la succursale (caisse) : CC0 815 30200

N°de compte du bénéficiaire 0815 30200 091027 3

CODE BIC/ SWIFT :

CCDQCAMM

Article 12 : Contrôle technique et financier du Conseil Départemental

Le contrôle technique et financier sur pièces et sur place sera exercé par les services du Conseil Départemental ou par toute autorité qui aura été habilitée à cet effet par le Président du Conseil Départemental de Mayotte.

Le Prestataire s'engage sur une période de 10 ans après signature de la présente convention à :

- accorder un droit d'accès à toutes les pièces nécessaires au contrôle de l'exécution de la présente convention et de la réalité des coûts présentés,
- tenir à la disposition du Conseil Départemental les documents attestant de sa situation vis-à-vis des organismes sociaux et fiscaux,
- conserver toutes les pièces justificatives relatives aux dépenses de la présente convention pendant un délai de 10 ans après le dernier paiement,
- utiliser un système de comptabilité analytique ou de répartition analytique des dépenses réellement encourues au titre de la présente convention sur la base de clés objectives et vérifiables.

Article 13 : Trop perçu ou dépassement

Dans l'hypothèse où le coût des opérations serait inférieur au montant prévu et aux sommes versées, le trop perçu sera reversé au budget du Conseil Départemental de Mayotte.

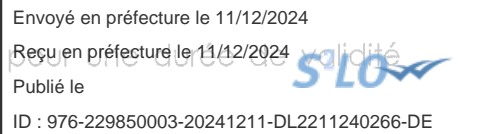
En cas de dépassement de l'enveloppe financière inscrite à la présente convention au titre de la participation du Conseil Départemental, **le prestataire** s'engage à prendre en charge toutes les dépenses afférentes aux actions relevant de ce dépassement.

Article 14 : Remboursement

Dans le cas où la sincérité des justificatifs est mise en cause, les sommes indûment versées feront l'objet d'un remboursement au Conseil Départemental de Mayotte.

Article 15 : Durée de validité de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa signature jusqu'au **31/12/2026**.



Article 16 : Avenant- Résiliation

Toute modification des dispositions relatives à la présente convention doit impérativement faire l'objet d'un consentement mutuel entre les parties.

La présente convention peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties avec un préavis obligatoire de 3 mois au minimum.

En cas de résiliation :

- **le prestataire** remplira jusqu'à la fin les engagements nés de la présente : le suivi des actions déjà engagées, le paiement des sommes afférentes ainsi que la production des documents correspondants,
- le Conseil Départemental versera **au prestataire** les fonds nécessaires et s'acquittera des montants correspondants au prorata des prestations réalisées par la structure.

ARTICLE 17: Litige

En cas de litige issu de l'application de la présente convention, le Tribunal compétent est le Tribunal Administratif de Mayotte.

Etablie en 2 exemplaires

Fait à Mamoudzou, le

Le Président de Mobilité Mayotte Québec

Le Président du Conseil Départemental

Ben Issa OUSSENI